

Agence de Strasbourg
18 rue Adolphe Wurtz
67202 WOLFISHEIM
Tel 03 67 10 40 94
strasbourg@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 2.0.0

Mission(s)	
AV, F, HAND, LE, LP (L*+P1), PHA, PS, SEI (*), TH, VIEL (*)	
Nos références	Date
670C213J (670-C-2021-0051)	04/07/2025

STRASBOURG AMENAGEMENT HALL AU RDC DE L IBMC

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°3 Rapport Initial de Contrôle Technique



Envoi	C.N.R.S. - SFEIR Michel	Maître d'ouvrage	michel.sfeir@alsace.cnrs.fr
Copie	SOLARES BAUEN RSAU	BET Fluides Architecte	info@solares-bauen.fr martine.schmitt@rsau.fr

Auteur(s): Le chargé d'affaire, Fanny FEUERSTOSS - Le vérificateur des installations électriques, Maxime ALCESILAS - Le vérificateur des installations électriques, Quentin PERACCHIO

Le chargé d'affaire,
Fanny FEUERSTOSS

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°2 du 26/06/2025
Motif : Modif client



ACCREDITATION
N° 3-019
Liste des sites et portées
disponibles sur
www.cofrac.fr

Seules certaines prestations d'inspection rapportées dans ce document
sont couvertes par l'accréditation.
Elles sont identifiées par le symbole *.

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	3
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	4
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	4
IV.4 - Calendrier des travaux.....	4
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	5
VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	7
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	8
VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*).....	9
VIII.2 - Solidité des existants.....	11
VIII.3 - Stabilité des ouvrages avoisinants.....	13
VIII.4 - Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme.....	15
VIII.5 - Accessibilité handicapés des constructions - lieux de travail.....	16
VIII.6 - Isolation acoustique - autre établissement.....	18
VIII.7 - Fonctionnement des installations	19
VIII.8 - Isolation thermique et économies d'énergie - bâtiment existant.....	23
VIII.9 - Sécurité des Personnes dans les bâtiments tertiaires et industriels (*).....	26

I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Réaménagement partiel du hall de l'IBM

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°2 du 26/06/2025
Motif : Modif client

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°670-C-2021-0051 et qui sont détaillées ci après :

- AV - Mission relative à la stabilité des ouvrages avoisinants
- F - Mission de fonctionnement des installations
- HAND - Mission relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- LP - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement dissociables et indissociables (L*+P1)
- PHA - Mission relative à l'isolation acoustique des bâtiments autres qu'à usage d'habitation
- PS - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (*)
- TH - Mission relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie
- VIEL - Mission relative à la vérification initiale des installations électriques (*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Fanny FEUERSTOSS
Le vérificateur des installations électriques, Maxime ALCESILAS
Le vérificateur des installations électriques, Quentin PERACCHIO

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

IV.1 - Désignation des intervenants

Maître d'ouvrage

C.N.R.S.

2 Rue Jean ZAY

SCTD TSA n°51003

54519 VANDOEUVRE LES NANCY

Lot 2 - BET Fluides

Lot 4 - Architecte

IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Réaménagement partiel du hall de l'IBMC

Adresse de l'opération :
2 ALLEE ROENTGEN
67000 STRASBOURG

IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

Indéterminé

IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : 0000-00-00
Durée prévisionnelle des travaux : 8 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

V - DOCUMENTS EXAMINES

- **Descriptifs** - Date : 25/05/2023 - Réception : 05 juin 2023
Avant projet

- **Dossier PRO** - Date : Juin 2025 - Réception : 13/06/2025
Dossier PRO

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

Maître d'ouvrage - C.N.R.S.

- En l'absence de référentiel réglementaire , le cahier des charges définissant les dispositions acoustiques à respecter ne nous a pas été transmis.
- Nous transmettre la note de calcul du réseau de ventilation mis en place au RDC dans le cadre des travaux.
RAPPEL
- * Pv des matériaux mis en oeuvre à transmettre en cours d'opération pour justification de la réaction au feu

Lot 2 - BET Fluides - SOLARES BAUEN

- Référentiel : articles concernés par la mission et figurant en aux articles R4212-1 et R4212-6 du code du travail. Les conditions d'aération et les systèmes par ventilation naturelle sont exclues de la mission F
Absence d'indication sur les débits pris en compte.
- Chauffage / climatisation: En fin d'opération nous transmettre les rapports d'essais et de mise en service.

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

ELECTRICITE

- Schémas unifilaires des installations électriques
- Documentations constructeurs relatives aux luminaires
- Notes de calculs justifiant du dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection
- Mission fonctionnement : bilan de puissance
- Attestations d'autocontrôle dans le cadre de l'article GE8

SECURITE INCENDIE

Eclairage

- Eclairage de sécurité : certificat de conformité NF/CE des BAES
- Eclairage : fiches techniques EN 60598 des luminaires

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)
- Solidité des existants
- Stabilité des ouvrages avoisinants
- Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
- Accessibilité handicapés des constructions - lieux de travail
- Isolation acoustique - autre établissement
- Fonctionnement des installations
- Isolation thermique et économies d'énergie - bâtiment existant
- Sécurité des Personnes dans les bâtiments tertiaires et industriels (*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

AF	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
AS	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
AD	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
SO	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
PM	POUR MEMOIRE
HM	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	HYPOTHESES GENERALES	HM	Les travaux ne modifient pas la structure existante.
	MENUISERIES INTERIEURES		
	Blocs-portes	AF	Bloc porte bois dans structure maçonnerie ou plaque de plâtre.
	REVETEMENTS		
	REVETEMENTS DE SOL		
	Revêtements souples	AF	Sol PVC en pose collée sur dalle béton.
	PARTITIONS		
	CLOISONS	AF	Cloison neuve en plaque de plâtre toute hauteur fixée en partie basse et haute dans une dalle béton.
	PLAFONDS	AF	Plafond fixe et démontable sur ossature fixé sur la dalle béton.

VIII.2 - Solidité des existants

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Renseignements sur les existants - Plans de récolement - Désordres visibles (examen visuel, constat d'huissier, référé préventif,...) Ouvrages de structure Façades Clos - couvert (compatibilité avec les ouvrages rapportés)	AF HM HM HM	Diagnostic de l'existant transmis par le MO. Existant non modifié par les travaux. Existant non modifié par les travaux. Existant non modifié par les travaux.

VIII.3 - Stabilité des ouvrages avoisinants

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Renseignements sur les avoisinants Etude géotechnique	SO	Pas de remarque à propos des avoisinants dans le cadre des travaux prévus.

VIII.4 - Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme

Mission sans objet: Établissement existant.

VIII.5 - Accessibilité handicapés des constructions - lieux de travail

Décret n°2009-1272 du 21 Octobre 2009 relatif à l'accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés

Article R. 4214-26 :

Les lieux de travail, y compris les locaux annexes, aménagés dans un bâtiment neuf ou dans la partie neuve d'un bâtiment existant sont accessibles aux personnes handicapées, quel que soit leur type de handicap.

Les lieux de travail sont considérés comme accessibles aux personnes handicapées lorsque celles-ci peuvent accéder à ces lieux, y circuler, les évacuer, se repérer, communiquer, avec la plus grande autonomie possible.

Les lieux de travail sont conçus de manière à permettre l'adaptation des postes de travaux aux personnes handicapées ou à rendre ultérieurement possible l'adaptation des postes de travail.

Article R. 4214-27 :

Des dérogations aux dispositions de l'article R.4214-24 peuvent être accordées par le préfet, après avis de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, en cas d'impossibilité technique résultant de l'environnement du bâtiment.

Article R. 4214-28 :

Un arrêté des ministres chargés du travail, de l'agriculture et de la construction détermine les modalités d'application propres à assurer l'accessibilité des lieux de travail en ce qui concerne, notamment, les circulations horizontales et verticales, les portes et les sas intérieurs, les revêtements des sols et des parois, les dispositifs d'éclairage et d'information, le stationnement automobile.

En l'absence de parution d'un arrêté pris en application de l'Article R. 4214-28 :

Arrêté du 27 Juin 1994

Relatif aux dispositions destinées à rendre accessibles les lieux de travail aux personnes handicapées (nouvelles constructions ou aménagements) en application de l'article R4214-26 (ex R235-3-18) du code du travail.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 1	Généralités	PM	
Art. 1	Dispositions particulières aux aménagements de bâtiments existants.	AF	Les travaux prévus dans le cadre de l'opération portent sur l'intérieur de surfaces ou volumes existants. Maintien des conditions d'accessibilité préexistantes.
Art. 2	Caractéristiques des cheminements praticables par les personnes handicapées : <ul style="list-style-type: none"> - cheminement usuel, - sol, - largeur minimale, - largeur minimale des portes, - profil en long, - palier de repos, - ressauts, - pente transversale, - trous et fentes, obstacles isolés, - garde corps. 	HM HM HM AF HM HM AF HM HM HM	Cheminements non modifiés. Sol marbre existant conservé. Largeurs de passage des portes neuves correspond à 1 UP (locaux ne recevant pas plus de 100 personnes). Les portes et les revêtements neufs ne devront pas comporter de ressaut.
Art. 3	Ascenseurs	HM	Exigible dès que des lieux de travail sont aménagés en étage jusqu'à parution de l'arrêté d'application du décret du 21/10/09
Art. 4	Prescriptions relatives aux escaliers.	HM	
Art. 5	Parcs de stationnement.	HM	
Art. 6	Installations sanitaires.	HM	
Art. 7	Locaux de restauration et de repos.	HM	
Art. 8	Signalisation des cheminements spécifiques.	HM	
Art. 9	Conditions d'applications de l'arrêté	PM	

VIII.6 - Isolation acoustique - autre établissement

Mission sans objet: Établissement existant.

VIII.7 - Fonctionnement des installations

ETENDUE DE LA MISSION

La mission du contrôleur technique a pour objet de contribuer à prévenir les aléas techniques qui découlent d'un mauvais fonctionnement des installations. Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité, pour une installation, à la mise en exploitation, d'atteindre les objectifs prévus par les prescriptions techniques citées en référentiel ou les prescriptions contractuelles fixées par le maître d'ouvrage et communiquées au contrôleur technique lors de l'établissement du présent contrat.

La mise en exploitation est réputée acquise à l'issue des essais de fonctionnement dus par les entreprises. A défaut de dispositions particulières du contrat, la prise en compte des conditions de performance des aménagements spécifiques liées à une activité économique ou à un process d'exploitation professionnelle est exclue de la présente mission.

REFERENTIELS

A défaut de précision communiquée par le maître d'ouvrage, les objectifs à assurer et/ou les règles de dimensionnement, utilisés pour l'exécution de la mission, sont définis par référence aux articles concernés, extraits des textes suivants :

- Réseaux extérieurs : fascicules 70 et 71 du CCTG ; norme EN 16933-2
- Chauffage : normes NF EN 12831 et NF P52-612/CN, Code de l'énergie R241-26 à R241-29, Code du travail art R4213-7 à 4213-9, CCTG des marchés publics de travaux d'installation de génie climatique Titre 2 du fascicule CC 0 (dispositions générales) ;
- Ventilation de confort : Règlement Sanitaire Départemental art 63 à 65, Code du travail art R 4212-1 à 4212-7 ;
- Ventilation mécanique contrôlée : arrêté du 24/03/1982, Règlement Sanitaire Départemental art 63 à 65, Code du travail art R 4212-6, NF DTU 68.3 ;
- Distribution d'eau froide sanitaire, production et distribution d'eau chaude sanitaire dans le bâtiment : Code de la santé publique art R 1321-58, Arrêté du 23/06/1978, NF DTU 60.11 ;
- Evacuations des eaux usées et pluviales: NF DTU 60.11 ;
- Electricité : normes NF C 15 100.

En ce qui concerne les ascenseurs, trottoirs roulants et escaliers mécaniques l'atteinte des objectifs visés à l'article 13.1 ci-avant est réputée acquise par la présence du marquage CE.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	GENERALITES Existence de prescriptions techniques contractuelles fixées par le maître d'ouvrage et communiquées au contrôleur technique lors de l'établissement du contrat de contrôle technique.		
2.1 - Art 70	RESEAUX EXTERIEURS : CONDUITES D'ADDUCTION ET DE DISTRIBUTION D'EAU	HM	Référentiel : Articles concernés par la mission et figurant Fascicule 71 fourniture et pose de conduites d'adduction et de distribution d'eau
Titre I - 10.2	RESEAUX EXTERIEURS : EVACUATION DES EAUX USEES ET PLUVIALES	HM	Référentiel : articles concernés par la mission et figurant Fascicule 71 fourniture et pose de conduites d'adduction et de distribution d'eau Articles concernés par la mission et figurant en Fascicule 70 ouvrages d'assainissement/ réseaux
	ASCENSEURS, TROTTOIRS ROULANTS, ESCALIERS MECANIQUES	HM	
	INSTALLATIONS ELECTRIQUES INTERIEURES AU BATIMENT		Référentiel : articles concernés par la mission et figurant dans la norme NFC 15-100. Il est rappelé que seules les installations intérieures au bâtiment et en courant fort sont concernées par la mission F.
NF C15-100 Art 535	Sélectivité des dispositifs de protection, lorsqu'elle est nécessaire pour des installations de sécurité ou pour des conditions d'exploitations particulières	SO	
NF C15-100 Art 525	Chute de tension dans l'installation	PM	En attente des notes de calculs pour validation
NF C15-100 Art 515.2	Indépendance des matériels	AF	Chemins de câbles existants
NF C15-100 Art 330.1.1	Perturbation à basses fréquences, variation de tension, courant de démarrage, courants harmoniques, déséquilibre de tension...	PM	
NF C15-100 Art 330.1.2	Surtensions d'origine atmosphérique	HM	Non concerné par notre mission de contrôle technique.
NF C15-100 Art 330.1.2	Autres perturbation à hautes fréquences, surtensions transitoires...	PM	
NF C15-100 Art 330.1.3	Autres perturbations, composantes continues, courants de fuites	PM	Afin de limiter les déclenchements indésirables sur les circuits prises de courants, il est préférable de subdiviser les circuits pour limiter les courants de fuites à des valeurs inférieures à 15mA. (Soit moins de dix appareils et périphériques par différentiel)
	Bilan de puissance	PM	Le bilan de puissance des installations électriques devra nous être communiqué pour avis.
	Dimensionnement de l'installation justifié par note de calcul	PM	Le dimensionnement des installations électriques est à justifier par note de calculs.
CCH Art R113-6	Recharge des véhicules électriques ou hybrides rechargeables : Installations dimensionnées à minima pour desservir le nombre de places prévues aux articles L113-12 et R113-6 du CCH, avec une puissance unitaire minimales de PIRVE (hors pilotage) conforme aux dispositions de l'annexe de l'arrêté du 23 décembre 2020, selon les parcs de stationnement résidentiels ou non résidentiels.	SO	(Pour les projets de construction avec PC>11/03/2021). Le dimensionnement doit respecter les dispositions de l'arrêté du 23 décembre 2020.
R1321-58 - Ar23-06-78 art36	DISTRIBUTION D'EAU FROIDE SANITAIRE, PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU CHAUDE SANITAIRE	HM	non modifié par les travaux

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
DTU60.1 P112DT U60.1P1 12	EVACUATION DES EAUX USEES ET DES EAUX VANNES DANS L'EMPRISE DU BATIMENT	HM	non modifié par les travaux.
DTU60.1 1P3-5.2 - DTU60.1 P112	EVACUATION DES EAUX PLUVIALES DANS L'EMPRISE DU BATIMENT	HM	Référentiel : articles concernés par la mission et figurant dans le NF DTU 60.11.P3 et du DTU 60.1P112
	VENTILATION DES LOCAUX AUTRES QUE HABITATION	AS	Nous transmettre la note de calcul du réseau de ventilation mis en place au RDC dans le cadre des travaux. RAPPEL
		PM	Référentiel : articles concernés par la mission et figurant Fascicule 71 "fourniture et pose de conduites d'adduction et de distribution d'eau" ; articles concernés par la mission et figurant aux articles 63 à 65 du règlement sanitaire départementale.
Art 64.1 - Art 65	Ventilation mécanique	HM	
	VENTILATION DES LOCAUX RECEVANT DES TRAVAILLEURS	AS	Référentiel : articles concernés par la mission et figurant en aux articles R4212-1 et R4212-6 du code du travail. Les conditions d'aération et les systèmes par ventilation naturelle sont exclues de la mission F
R4212-1	Conception Les locaux fermés où le personnel est appelé à séjourner doivent satisfaire aux dispositions des articles R 4222-1 à R 4222-17	PM	Absence d'indication sur les débits pris en compte.
R4222-6	Débit minimal d'air neuf pour les dispositifs de ventilation mécanique : Débit minimal d'air neuf à introduire par occupant : -bureaux, locaux sans travail physique 25m3/h -Restauration, locaux de vente, réunion 30m3/h -Ateliers et locaux travail physique léger 45m3/h -Autres ateliers et locaux 60m3/h	AS	
R4222-7	Occupation épisodique : Les circulations et locaux occupés de manière épisodiques peuvent être ventilés, par l'intermédiaire des locaux adjacents à pollution non spécifique sur lesquels ils ouvrent.	AS	
R4222-8	Traitement de l'air L'air recyclé envoyé dans les locaux à pollution non spécifique doit être filtré. L'air recyclé ne peut pas être pris en compte dans le calcul du débit minimal d'air neuf (tableau de l'article R4222-6). En cas de panne du système d'épuration ou de filtration, le recyclage est arrêté.	AS AS AS	
R4222-9	Il est interdit d'envoyer après recyclage, dans un local à pollution non spécifique, l'air pollué d'un local à pollution spécifique Mesure des débits de ventilation	AS	
RSD Art 1 - DTU 68.3 P113- 8.3	AERATION DES LOGEMENTS	SO	Articles concernés par la mission et figurant en arrêté du 24/03/1982 et en DTU 68.3
	SYSTEMES DE CHAUFFAGE ET DE CLIMATISATION		Référentiels : articles concernés par la mission et figurant dans les normes NF EN 12831 et NF P52-612/CN, les articles R241-26 à R241-29 du code de l'énergie, art R4213-7 à 4213-9 du Code du travail, le CCTG des marchés publics de travaux d'installation de génie climatique Titre 2 du fascicule CC 0
R241-26 à 29	Prise en compte par le projet des exigences de température des locaux du code de l'énergie		
R4213-7 à R4213- 9	Prise en compte par le projet des exigences de température des locaux de travail. Dimensionnement des installations de chauffage et climatisation		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Essais à la mise en service	AS	Chauffage / climatisation: En fin d'opération nous transmettre les rapports d'essais et de mise en service.

VIII.8 - Isolation thermique et économies d'énergie - bâtiment existant

OBJET DE LA MISSION:

Les aléas techniques à la prévention desquels la société BUREAU ALPES CONTROLES contribue au titre de la mission Th, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes réglementaires du référentiel de la mission, sont susceptibles de compromettre la performance énergétique

conventionnelle réglementaire du bâtiment existant rénové, en France métropolitaine.

La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à l'isolation thermique et au confort d'été des bâtiments, les systèmes de chauffage, de climatisation de confort, de fourniture d'eau chaude sanitaire, de ventilation hygiénique, d'éclairage installé à demeure ainsi que, dans les cas prévus par la réglementation, sur les équipements de production d'énergie dite renouvelable, dans la mesure où ils figurent dans les marchés de travaux communiqués au contrôleur technique, étant précisé que leur examen est réalisé exclusivement sous l'angle de la performance énergétique conventionnelle réglementaire.

Les aléas techniques relatifs à la performance énergétique conventionnelle réglementaire, que le contrôleur technique contribue à prévenir au titre de la présente mission, concernent :

- le respect des obligations de moyens ou des caractéristiques thermiques minimales prévues par les réglementations thermiques ;
- les modalités de réalisation du calcul des coefficients exprimant la performance énergétique conventionnelle réglementaire ;
- la qualité des données prises en compte dans les calculs des coefficients exprimant la performance énergétique réglementaire.

REFERENTIEL:

- Articles R173-1, R173-2 et R173-3 du Code de la construction et de l'habitation pour les ouvrages existants faisant l'objet de travaux de rénovation
- Décret n° 2007-363 du 19 mars 2007 Relatif aux études de faisabilité des approvisionnements en énergie, aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants et à l'affichage du diagnostic de performance énergétique.
- Arrêté du 03/05/2007 modifié relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants.
- Arrêté du 13/06/2008 Relatif à la performance énergétique des bâtiments existants de surface supérieure à 1000m² lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovation importants.
- Arrêté du 08/08/2008 Portant approbation de la méthode de calcul Th-C-E ex prévue par l'arrêté du 13 juin 2008 relatif à la performance énergétique des bâtiments existants de surface supérieure à 1000m², lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovation importants.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Réglementation thermique existant généralités		
CCH R173-1	Bâtiments soumis à la RT	PM	
CCH R173-2	Application RT globale	SO	
CCH R122-3	Etude de faisabilité en approvisionnement énergétique	HM	Hors mission Th
CCH R173-3	Application RT élément/élément	AF	RT élément par élément applicable
Art 1 - Art 90	RT GLOBALE : ARRETE DU 13/06/08	SO	
	TITRE 1er		
	ARRETE DU 03/05/2007		
Art 1	Modalités d'application RT élément/élément	AF	Applicable
Art 1,7,15	Bâtiments et travaux soumis à la RT	AF	
Art 6,14	Dispositions pour les travaux dans des secteurs sauvegardés au titre des monuments historiques et architecturaux	SO	
Chapitre 6	VENTILATION		
Art 37	Autre qu'habitation : Consommation maxi par ventilateur installé ou remplacé de 0.3Wh/m3 et 0.45Wh/m3 en présence de filtres F5 à F9	AF	Consommation maximum par ventilateur installé remplacé de 0,3Wh/m3.
Art 39	Bâtiment autre qu'habitation - Mise en place de régulation en fonction des besoins (occupation, horloge) pour tout nouveau système de ventilation	AF	Présence de régulation.
Chapitre 7	ECLAIRAGE DES LOCAUX		
Art 42	Nouvelles installations d'éclairage dans les parties communes, parcs de stationnement - Mise en place d'un dispositif automatique permettant en cas d'inoccupation soit : - - L'abaissement de l'éclairement au niveau réglementaire - - L'extinction des sources de lumière si aucun niveau minimal imposé Un même dispositif dessert au plus: - - Une surface maximale de 100 m² et un niveau de circulations horizontales - - Trois niveaux pour les circulations verticales - - Un seul niveau et au plus une surface de 500 m2 pour les espaces de stationnement.	AF AF AF SO AF	prévu
Art 43	Bâtiments à usage autre que d'habitation - installations autres que celles de l'art. 42 - Mise en place d'une commande centralisée ou d'un dispositif automatique en cas d'inoccupation - - L'abaissement de l'éclairement au niveau réglementaire - - L'extinction des sources de lumière si aucun niveau minimal imposé Pour les locaux avec un accès majoritaire à l'éclairage naturel où l'extinction des sources de lumière est possible et sont principalement occupés la journée, l'installation doit comprendre:	AF AF SO	
Art 44	Bâtiment à usage autre que d'habitation - Puissance éclairage installée ≤ 1.6 W/m2 par tranche de 100 lux	AS	
Art 45	Bâtiment à usage autre que d'habitation - Visualisation de l'éclairage du local sur la commande dans le cas d'une gestion à distance	SO	
Art 46	Bâtiment à usage autre que d'habitation - cas des locaux sportifs et salles polyvalentes - Dispositifs gérant plusieurs niveaux d'éclairement	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art 47 - Art 51	ENERGIE RENOUVELABLE	SO	

VIII.9 - Sécurité des Personnes dans les bâtiments tertiaires et industriels

(*)

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
 - Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques
 - Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2016-550 du 3 mai 2016 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
 - Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
 - Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
 - Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
 - Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Non cités dans les conditions générales d'intervention mais essentiels à l'application du code du travail et non abrogés :
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
 - Arrêté du 21/03/68 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
 - Arrêté du 30/07/79 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés.
 - Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps
 - Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	CODE DU TRAVAIL		Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
	Livre II		
	Titre I		
	Chapitre IV		
	SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL		Établissement régit par le CDT
	Section I Caractéristiques des bâtiments		
R4214-5	Les ouvrants en élévation ou en toiture	HM	Existant non modifié par les travaux.
R4214-6	Parois transparentes ou translucides	SO	
R4214-7	Dimensions et caractéristiques des portes et des portails - Application des articles R4224-9 à 13	HM	
R4224-9	Portes et portails en va-et-vient sont transparents ou possèdent des panneaux transparents	HM	
R4224-10	Protection contre les heurts pour parties vitrées	SO	
R4224-11	Système de sécurité sur portes et portails : coulissants les empêchant de sortir de leur rail et de tomber s'ouvrant vers le haut les empêchant de retomber	SO	
R4224-12	Contrôle régulier des portes et portails	HM	
R4224-13	Fonctionnement des portes et portails sans risque pour les travailleurs- application arrêté du 21/12/93	SO	
R4214-8	Dispositifs de sécurité des portes et des portails	SO	
R4214-9 - R4214-17	Section 2 Voies de circulation et accès	HM	Existant non modifié par les travaux.
R4214-18 - R4214-21	Section 3 : Quais et rampes de déchargement	SO	
R4214-22 à 25	Section 4 : Aménagement des lieux et postes de travail	HM	
R4214-26 à 28	Section 5 : Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés	HM	Voir mission spécifique
	Chapitre V		
	INSTALLATIONS ELECTRIQUES		Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010
R4215-1	Conception/réalisation eu égard aux chocs électriques – contacts directs ou indirects – risques de brûlures – d'incendie ou d'explosion.	PM	Rappel des documents devant être intégrés au dossier technique de l'établissement : - plan des locaux à risques particuliers/BE2-BE3 plus particulièrement. - plan à l'échelle, de l'implantation des prises de terre et réseaux enterrés. - cahier des clauses techniques - schéma de principe (avec synoptique si nécessaire – carnet de câbles – notes de calculs) - éléments caractéristiques de l'appareillage.
R4215-2	Dossier Technique	PM	
R4215-3	Protection contre les risques de contacts directs et tensions de contacts dangereux.	AF	
R4215-4	Protection contre les montées en potentiel des masses	AF	
R4215-5	Elimination des risques liés à l'élévation normale de température des matériels électriques.	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4215-6	Protection surintensité des matériels électriques – Protection des matériels contenant un diélectrique liquide inflammable ou des transformateurs type sec.	AF	Reprise sur protections existante et rajout de circuits.
		AF	En attente des schémas électriques et notes de calculs pour validations
R4215-7	Dispositifs de sectionnement.	AF	
R4215-8	Dispositif de coupure d'urgence (en cas de choc électrique, d'incendie, d'explosion)	AF	
R4215-9	Mise en oeuvre des canalisations électriques.	AF	
R4215-10	Identification appareillage et circuits (dont conducteurs)	AF	Circuits identifiés
R4215-11	Adaptation des matériels à l'environnement et à la tension	AF	Matériel adapté à l'environnement et à la tension
R4215-12	Conception/réalisation des installations dans les locaux ou emplacement à risques incendie ou d'explosion.	SO	
R4215-13	Locaux ou emplacements de service électrique (production – conversion – distribution de l'électricité)	AF	Éclairage de sécurité prévu dans le local de service électrique
R4215-14	Conformité des installations électriques aux normes homologuées.	PM	
R4215-15	Installations électriques répondant aux normes mentionnées en R 4215-14 réputées répondre au présent décret.	PM	
R4215-16	Conformité des matériels (de séparation, de protection surintensité et contre les chocs électriques) aux Normes Françaises homologuées ou aux spécifications techniques d'un Etat membre de l'UE ou de l'Espace Economique Européen.	AF	Le matériel sera neuf et conforme aux normes
R4215-17	Installations d'éclairage de sécurité : conformité à l'arrêté du 14 décembre 2011 (suivant article R 4227-14)	AF	Éclairage de sécurité par blocs autonome
CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation			
Section 1 Dispositions générales			
R4216-1	Etablissements visés par la présente section	AF	
R4216-2	Dispositions générales : Evacuation, accès des secours, limitation propagation	AF	(Décret n°2011-1461 du 07/11/2011)
R4216-2.1	Espaces d'attente sécurisés ou espaces équivalents pour évacuation différée	HM	Existant non modifié par les travaux.
R4216-2.2	Caractéristiques des espaces équivalents	HM	
R4216-2.3	Exemption des espaces d'attente sécurisés ou de locaux équivalents	HM	Existant non modifié par les travaux.
R4216-3	Isolement des Tiers	HM	Existant non modifié par les travaux.
R4216-4	Détermination de l'effectif	AF	Effectif des locaux concernés par les travaux : - salle de séminaire = 100 personnes - salle de réunion créée = 15 personnes - salle de réunion rétrécie = 30 personnes
Section 2 Dégagements			
R4216-5	Largeur des dégagements.	PM	
R4216-6	Application des articles R4227-4 à 14 à l'exception de R4227-5 et R4227-12		
R4227-4	- Dispositions générales absence de cul de sac	AF	Dégagement de la salle de réunion 15 personnes.
R4227-6	- Manoeuvre des portes	AF	Ouverture des portes de la salle de séminaire dans le sens de la sortie(effectif supérieur à 50 personnes).
R4227-7	- Portes coulissantes, à tambour et s'ouvrant vers le haut	HM	
R4227-8	- Ascenseurs, monte-charge, chemins et tapis roulants non comptabilisés dans les dégagements	HM	
R4227-9	- Conception escaliers	HM	
R4227-10	- Sécurité d'utilisation des escaliers	HM	
R4227-11	- Dissociation escaliers Etages / sous-sols	HM	
R4227-13	- Signalisation des issues	AF	Remplacement des blocs de secours dans la salle de séminaire, la salle réunion 30 personnes et la salle de réunion 15 personnes Remplacement des blocs de secours dans les circulations et le hall.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4227-14	- Eclairage de sécurité	AF	Mise en place de blocs autonomes neufs
R4216-7	Saillies et dépôts	PM	A respecter par l'exploitant.
R4216-8	Nombre et largeur exigible des dégagements	AF	Salle de séminaire : 2 dégagements de 1UP chacun totalisant 2 UP permettent d'évacuer 100 personnes Salle de réunion 30 personnes : 2 dégagements de 1UP chacun totalisant 2 UP permettent d'évacuer 30 personnes. Salle de réunion 15 personnes : 1 dégagement de 1UP permet d'évacuer 15 personnes
R4216-9	Dégagements des locaux situés en sous-sol.	HM	
R4216-10	Locaux situés à plus de 6 m en dessous du niveau moyen des seuils d'évacuation	HM	
R4216-11	Distances maximales des itinéraires de dégagements	HM	
R4216-12	Dispositions relatives aux escaliers	HM	
R4216-13 - R4216-16	Section 3 Désenfumage	SO	
	Section 4 Chauffage des Locaux		
R4216-17	Application des articles R4227-16 et R4227-18 à 20 et réglementation particulière : Installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude Installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés Stockage et utilisation des produits pétroliers	PM	
R4227-16	- Combustibles liquides	SO	Radiateurs à eau chaude.
R4227-18	- Installations des appareils	HM	Implantation des radiateurs non modifié dans le cadre des travaux.
R4227-19	- Alimentation des appareils	HM	Alimentation des radiateurs non modifié.
R4227-20	- Arrêt d'urgence de l'alimentation en énergie	HM	Production de chaleur non modifiée dans le cadre des travaux.
R4216-18	Règles propres aux bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public applicables « s'il y a lieu ». Dispositions prises pour ne pas aggraver les risques inhérents aux activités du bâtiment	HM	Position et puissance des radiateurs non modifiés.
R4216-19	Générateurs d'air chaud et conduits de distribution	SO	
R4216-20	Usage de la brasure tendre	PM	
R4216-21-1 - R4216-23	Section 5 Stockage ou Manipulation de matières inflammables	HM	Existant non modifié par les travaux.
	Section 6 - Bâtiments dont le plancher bas du dernier étage est situé à plus de 8 mètres du sol		
R4216-24	Dispositions complémentaires prenant en compte l'augmentation des risques en cas de sinistre : (Stabilité au feu structure ; Isolement des Tiers)	HM	Stabilité au feu de la structure non modifiée par les travaux.
R4216-25	Accès aux façades	HM	Non modifié dans le cadre des travaux.
R4216-26	Protection des escaliers	HM	Non modifié dans le cadre des travaux.
R4216-27	Dispositions pour la distribution intérieure et aménagements intérieurs	AF	Les cloisons modifiées étaient initialement prévues en CF 1H.entre la circulation et les salles de réunions Les portes donnant sur la circulation PF 1/2h.
R4216-28	Prise en compte de la classification des matériaux et des éléments de construction dans les prescriptions de l'article précédent	AF	Sol : réaction au feu M4 minimum : sol PVC Parois verticales : réaction au feu M2 minimum : peinture sur plâtre Faux plafonds : réaction au feu M1 minimum : peinture sur plâtre et dalles en fibre.
		AS	Pv des matériaux mis en oeuvre à transmettre en cours d'opération pour justification de la réaction au feu

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4216-29	Voir arrêté pour modalités d'application	PM	
R4216-30 - R4227-41	Section 7 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie	HM	Non modifié dans le cadre des travaux.
R4216-31	Section 8 – Prévention des explosions Dispositions relatives à la prévention des explosions	HM	
R4216-32	Section 9 – Dispenses de l'autorité administrative Modalités pour obtention de dispenses	PM	
R4216-33	Enquête de l'inspecteur du travail	PM	
R4216-34	Délai de réponse suite à recours	PM	
	Arrêté du 5 Août 1992		
	Section I - Dispositions applicables aux bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol		
Art. 1	Généralités.	PM	Sol : réaction au feu M4 minimum : sol PVC Parois verticales : réaction au feu M2 minimum : peinture sur plâtre Faux plafonds : réaction au feu M1 minimum : peinture sur plâtre et dalles en fibre. PV à transmettre
Art. 2	Référence à la classification des matériaux et des éléments de construction.	PM	
Art. 3	Accessibilité des bâtiments.	HM	
Art.4	Isolement latéral et prescriptions relatives aux couvertures.	HM	
Art.5	Plancher sur vide sanitaire non aménageable.	HM	
Art.6	Cloisonnement traditionnel. Compartiments. Locaux à risques particuliers.	AF	
Art. 7	Recoupement des combles inaccessibles. Gainés et conduits.	HM	
Art.8	Escaliers et ascenseurs encoignés Escaliers et ascenseurs à l'air libre	HM	
Art. 9	Revêtements muraux des locaux et dégagements Plafonds et plafonds suspendus des locaux et dégagements Parties translucides et transparentes incorporées dans les plafonds Revêtements de sol Revêtements des escaliers encoignés Revêtements en matériaux isolants Eléments de décoration Tentures, portières, rideaux, voilages Gros mobiliers, agencement principal, plancher légers en superstructure	AF	
	Section II - Dispositions relatives au désenfumage et aux cantons de désenfumage de certains locaux ou dégagements de bâtiments destinés à l'activité des établissements mentionnés à l'article R 232-12 du code du travail		
Art.10	Généralités.	PM	
Art.11	Locaux et dégagements où un désenfumage est obligatoire.	SO	
Art.12	Désenfumage naturel.	SO	
Art.13	Désenfumage par tirage mécanique.	SO	
Art.14	Règles relatives aux systèmes de désenfumage et aux atriums	HM	
	IMPLANTATION ET GEOMETRIE DES GARDE-CORPS		
	Implantation :		
	Talus	SO	
	Façade	SO	
	Fenêtres basses (hauteur allège)	HM	
	Cage d'escalier	HM	
	Accès aux quais	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Intérieur (passerelle, mezzanine...) Choix du mode de protection dans les lieux accessibles uniquement au personnel d'entretien, de maintenance, ou d'exploitation	AF HM	Mise en place d'un garde corps au droit de la sortie de secours du RDC. Le choix du mode de sécurisation vis à vis des risques de chutes des toitures, terrasses, équipements de process et autres emplacements techniques ne relève pas de la mission de contrôle technique.
NFP 01-012	Dimensions des garde-corps conformes à la NFP 01-012	PM	Le garde corps sera dimensionné conformément à la NFP 01-0.12
NFE 85-015	Dimensions des garde-corps conformes à la NFE 85-015	SO	
	DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES CONCERNANT LA PROTECTION CONTRE LES RAYONNEMENTS IONISANTS Décret 2003-296 du 31 mars 2003	HM	
	Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquides Arrêté du 21 mars 1968	HM	
	Installations de Stockage de Produits Pétroliers Arrêté du 01/07/2004	HM	
	Installations de stockage d'hydrocarbures liquéfiés Arrêté du 30/07/79	HM	
ART. 1 - Art. 8 à Art. 10	Portes et portails automatiques et semi-automatiques sur les lieux de travail Arrêté du 21 décembre 1993	HM	
Art 2 - Art 25	Parc de stationnement Circulaire du 3 mars 1975	HM	Existant non modifié par les travaux.